



Comité technique ministériel du 30/04

Déclaration liminaire

Tout d'abord, alors que la situation économique et sociale est catastrophique en Europe et en France, et ne fait que s'aggraver, nous tenons à vous rappeler ici notre hostilité au pacte de stabilité.

En effet, tout d'abord ce pacte n'est que la démonstration de l'allégeance du gouvernement français aux marchés financiers et aux traités européens fixant la règle d'or comme seule boussole économique.

Ensuite nous réfutons l'analyse qu'il n'y aurait d'autre possibilité que de favoriser une politique de l'offre. Au contraire la CGT pense que la relance économique ne pourra se faire durablement sans une politique de la demande.

Enfin l'objectif de réduction de dépenses publiques est pour nous tout bonnement suicidaire tant ces dépenses sont bien sûr essentielles aux populations, à la qualité des services publics, à la protection sociale... Mais surtout, il s'agit d'un non-sens économique car ce sont autant de dépenses d'investissement engagées par les collectivités locales et par l'État qui sont indispensables au développement des entreprises.

Les administrations de Bercy sont au cœur de cette problématique car ces nouvelles coupes budgétaires rendront encore plus difficile l'accomplissement de missions déjà rendues quasiment impossible aujourd'hui après les saignées successives dans les effectifs. Mais, j'y reviendrai un peu plus tard.

Car pour la CGT, il y a d'autres perspectives à donner aux salariés que les politiques d'austérité mises en œuvre dans le cadre du pacte de stabilité.

Pour la CGT il y a d'autres choix que de céder systématiquement aux sirènes du patronat, comme cela a été le cas dans le cadre du pacte de responsabilité. Comment légitimer le bien fondé d'efforts justes et solidaires à consentir

par la population quand, dans le même temps, on octroie 30 milliards de cadeaux nouveaux aux entreprises sans aucune contrepartie en terme d'emploi ou de salaire ?

Et comme si cela ne suffisait pas, une baisse de la fiscalité sur les impôts de production et les impôts sur les bénéfices est déjà programmée. Nouveaux allègements qui seront d'une manière ou d'une autre financés par les particuliers, à la fois par un transfert de la fiscalité et par une grave remise en cause de la protection sociale et des services publics.

Les salariés, les retraités, les privés d'emploi et la jeunesse sont désespérés par ces choix politiques. Les résultats des dernières élections municipales ne doivent pas rester sans réaction de la part du gouvernement et un changement radical de politique est nécessaire.

Ce changement est tout particulièrement crucial à Bercy !

L'actualité démontre avec entêtement le caractère essentiel des missions dévolues aux ministères de Bercy.

Je citerai quelques exemples :

- la sécurité des consommateurs mise en évidence par la très médiatisée affaire de la viande de cheval,
- la nécessité de mieux se prémunir contre les dangers environnementaux par exemple contrôle de marchandise en provenance du Japon dans le cadre de la catastrophe de Fukushima,
- la lutte contre la fraude fiscale ayant un caractère essentielle tant d'un point de vue financier que d'un point de vue de l'égalité des citoyens devant l'impôt,
- le Rôle des services de Bercy dans le cadre de la politique industrielle de l'État (voir affaire Alstom),
- la nécessité de préserver une statistique publique de qualité et réellement indépendante.

Mais, il s'agit surtout, dans cette période de crise économique et sociale majeure, de donner les moyens aux administrations de Bercy de concourir à une reprise durable de l'économie.

Ce sont ces missions et le maillage territorial des implantations ministérielles qui sont aujourd'hui une à une remises en cause par les suppressions successives d'emplois dans les ministères de Bercy. Il faut sans attendre un changement radical de politique afin de préserver et renforcer la place et le rôle des administrations de Bercy.

Pour ce faire, nous exigeons l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et la création de postes nécessaires à l'accomplissement des missions et à leur développement. A ce titre, même quand les postes existent ils ne sont pas pourvus. C'est ce que montre le récent projet de mouvement de catégorie C à la DGFIP qui laisse apparaître 2 370 postes vacants.

Alors que l'exercice de leurs missions requiert une technicité toujours plus grande la nouvelle annonce du gel du point d'indice va encore dégrader le pouvoir d'achat des agents. Cette situation est encore accentuée avec la dégradation continue des plans de qualification.

Ce sont aussi ces politiques d'austérité qui détériorent toujours un peu plus des conditions de travail devenues intenable. C'est par exemple le cas dans le cadre de la mutualisation des fonctions support dont les dossiers de l'ONP ou de Sirhius sont la partie visible du malaise.

Ce sont également les politiques d'action sociale qui sont en danger, avec des suppressions de personnels et des menaces qui pèsent sur le maintien des subventions.

Les personnels ne sont pas dupes ! Ils ont bien conscience que sans inversement de cette trajectoire politique cela sera pour eux un recul constant de la qualité et du sens de leur travail, de leur pouvoir d'achat, de leurs conditions de travail.

C'est pourquoi déjà mobilisés le 20 mars derniers, la CGT compte poursuivre la mobilisation des personnels des ministères de Bercy afin d'infléchir significativement les politiques mises en œuvre.

Ce sera déjà le cas dans les manifestations du 1er mai, puis le 15 mai prochain à l'appel des organisations syndicales de fonctionnaires. Ce sera aussi le cas dans les semaines et les mois à venir dans les ministères de Bercy.